



ASSEMBLÉE NATIONALE

PREMIÈRE SESSION

QUARANTE ET UNIÈME LÉGISLATURE

Feuilleton et préavis

de l'Assemblée

Le mercredi 11 juin 2014 — N° 15

Neuf heures quarante-cinq

Président de l'Assemblée nationale :
M. Jacques Chagnon

QUÉBEC

Partie 1

AFFAIRES COURANTES

DÉCLARATIONS DE DÉPUTÉS

- Le député de Champlain sur le sujet suivant : *150^e anniversaire de Saint-Luc-de-Vincennes.*
- Le député de Matane-Matapédia sur le sujet suivant : *75^e anniversaire du CSSS de La Mitis.*
- Le député de Fabre sur le sujet suivant : *Hommage à M. Luigi Giordano.*
- Le député de Nicolet-Bécancour sur le sujet suivant : *Hommage à Jean-François Royal, directeur du Musée des religions du monde de Nicolet.*
- La députée de Richmond sur le sujet suivant : *15^e Table de concertation pour les aînés du Val-Saint-François.*
- La députée de Sainte-Marie–Saint-Jacques sur le sujet suivant : *Inauguration du Village Éphémère au Pied-du-Courant.*
- La députée d’Outremont sur le sujet suivant : *Hommage à M. Denis Gougeon.*
- Le député de Chambly sur le sujet suivant : *La fondation J’ai faim à tous les jours.*
- Le député de Châteauguay sur le sujet suivant : *Hommage aux Grenadiers.*
- Le député de Verchères sur le sujet suivant : *30^e anniversaire de la Maison des jeunes de Varennes.*

DÉCLARATIONS MINISTÉRIELLES

PRÉSENTATION DE PROJETS DE LOI

- DÉPÔTS**
- a) documents
 - b) rapports de commissions
 - c) pétitions

RÉPONSES ORALES AUX PÉTITIONS

**INTERVENTIONS PORTANT SUR UNE VIOLATION DE DROIT OU DE
PRIVILÈGE OU SUR UN FAIT PERSONNEL**

QUESTIONS ET RÉPONSES ORALES

VOTES REPORTÉS

MOTIONS SANS PRÉAVIS

AVIS TOUCHANT LES TRAVAUX DES COMMISSIONS

RENSEIGNEMENTS SUR LES TRAVAUX DE L'ASSEMBLÉE

Partie 2

AFFAIRES DU JOUR

AFFAIRES PRIORITAIRES

- 1) Reprise du débat, ajourné le **10 juin 2014**, sur la motion du ministre des Finances proposant que l'Assemblée approuve la politique budgétaire du gouvernement,

Et sur les motions formulant un grief présentées par :

Le député de Rousseau :

QUE l'Assemblée nationale blâme sévèrement le gouvernement libéral pour avoir présenté un cadre financier farfelu lors de la dernière campagne électorale.

Le député de Lévis :

QUE l'Assemblée nationale blâme sévèrement le gouvernement libéral pour l'absence de mesures ambitieuses de relance économique et de répit fiscal pour les familles et la classe moyenne dans son budget 2014-2015.

La députée de Gouin :

QUE l'Assemblée nationale blâme sévèrement le gouvernement libéral pour le retour trop rapide à l'équilibre budgétaire dans son budget 2014-2015, pour l'austérité permanente qui nuira à la qualité et à l'accessibilité aux services publics et pour le sous-financement et le gel global des effectifs des secteurs publics et parapublics.

Le député de Saint-Jean :

QUE l'Assemblée nationale blâme sévèrement le gouvernement libéral pour avoir présenté le budget libéralo-caquiste de 2014-2015 qui prévoit une diminution de la création d'emplois au Québec.

Le député de Marie-Victorin :

QUE l'Assemblée nationale blâme sévèrement le gouvernement libéral pour avoir présenté le budget libéralo-caquiste de 2014-2015 qui relance la filière des gaz de schiste dans la vallée du Saint-Laurent.

Le député de Sanguinet :

QUE l'Assemblée nationale blâme sévèrement le gouvernement libéral pour avoir présenté le budget libéralo-caquiste de 2014-2015 qui abandonne la Politique économique Priorité emploi.

La députée de Sainte-Marie–Saint-Jacques :

QUE l'Assemblée nationale blâme sévèrement le gouvernement libéral pour son budget 2014-2015 qui échoue à amorcer la transition de l'économie du Québec; limite son action à appuyer des secteurs économiques privés et traditionnellement masculins; n'offre aucun support significatif à l'économie sociale; et s'attaque directement à l'économie publique que représentent les réseaux de l'éducation, de la santé et des services sociaux.

La députée d'Hochelaga-Maisonneuve :

QUE l'Assemblée nationale blâme sévèrement le gouvernement libéral pour avoir présenté le budget libéralo-caquiste de 2014-2015 qui démantèle les représentations du Québec à l'étranger.

Le député de Verchères :

QUE l'Assemblée nationale blâme sévèrement le gouvernement libéral pour avoir présenté le budget libéralo-caquiste de 2014-2015 qui expose des attentes à l'égard du gouvernement fédéral sans indiquer de quelle façon il compte arriver à des résultats concrets.

DÉBATS D'URGENCE

DÉBATS SUR LES RAPPORTS DE COMMISSIONS

AUTRES AFFAIRES

I. Projets de loi du gouvernement

Adoption du principe

- 2) Projet de loi n° 2
Loi modifiant la Loi sur les services de garde éducatifs à l'enfance
Présenté par la ministre de la Famille le **22 mai 2014**
- 3) Projet de loi n° 5
Loi modifiant la Loi limitant les activités pétrolières et gazières et d'autres dispositions législatives
Présenté par le ministre de l'Énergie et des Ressources naturelles le **2 juin 2014**

Étude détaillée en commission

Prise en considération de rapports de commissions

- 4) Projet de loi n° 1
Loi concernant l'inspecteur général de la Ville de Montréal
Présenté par le ministre des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire le 22 mai 2014
Principe adopté le 3 juin 2014
Rapport de la Commission de l'aménagement du territoire (consultations) déposé le 4 juin 2014
Rapport de la Commission de l'aménagement du territoire déposé le **6 juin 2014**
- 5) Projet de loi n° 4
Loi modifiant la Loi autorisant la conclusion de conventions collectives d'une durée supérieure à trois ans dans les secteurs public et parapublic
Présenté par le ministre responsable de l'Administration gouvernementale et de la Révision permanente des programmes et président du Conseil du trésor le 26 mai 2014
Principe adopté le 3 juin 2014
Rapport de la Commission des finances publiques déposé le **6 juin 2014**

Adoption

II. Projets de loi publics au nom des députés

Adoption du principe

- 6) Projet de loi n° 190
Loi modifiant le Code civil afin de protéger les droits des locataires aînés
Présenté par la députée de Gouin le 27 mai 2014
Reprise du débat ajourné le **5 juin 2014**

Étude détaillée en commission

Prise en considération de rapports de commissions

Adoption

III. Projets de loi d'intérêt privé

Consultation et étude détaillée en commission

Adoption du principe

Adoption

IV. Motions du gouvernement

V. Crédits budgétaires

- 7) Crédits budgétaires pour l'année financière se terminant le 31 mars 2015 déposés par le ministre responsable de l'Administration gouvernementale et de la Révision permanente des programmes et président du Conseil du trésor le **4 juin 2014** et renvoyés pour étude aux commissions permanentes compétentes le **4 juin 2014**.

VI. Débats statutaires

AFFAIRES INSCRITES PAR LES DÉPUTÉS DE L'OPPOSITION

Partie 3

PROJETS DE LOI ADOPTÉS

(Projets de loi non sanctionnés)

Partie 4

TRAVAUX DES COMMISSIONS

*Le calendrier détaillé des travaux de chaque commission
peut être consulté dans le site Internet de l'Assemblée*

[COMMISSION DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE](#)

[COMMISSION DE L'ADMINISTRATION PUBLIQUE](#)

[COMMISSION DE L'AGRICULTURE, DES PÊCHERIES, DE L'ÉNERGIE ET DES
RESSOURCES NATURELLES](#)

[COMMISSION DE L'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE](#)

[COMMISSION DE LA CULTURE ET DE L'ÉDUCATION](#)

[COMMISSION DE L'ÉCONOMIE ET DU TRAVAIL](#)

[COMMISSION DES FINANCES PUBLIQUES](#)

[COMMISSION DES INSTITUTIONS](#)

COMMISSION DES RELATIONS AVEC LES CITOYENS

Mandat de l'Assemblée

Consultations particulières :

- **Projet de loi n° 2**, Loi modifiant la Loi sur les services de garde éducatifs à l'enfance (mandat confié le 3 juin 2014).

COMMISSION DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

Mandat réglementaire

Interpellation :

- De la députée de Taillon au ministre de la Santé et des Services sociaux sur le sujet suivant : *L'entente salariale conclue en 2011 entre l'actuel ministre de l'Éducation, du Loisir et du Sport et l'actuel ministre de la Santé et des Services sociaux concernant la rémunération des médecins spécialistes et ses impacts sur la situation budgétaire du Québec* (avis donné le 22 mai 2014).

COMMISSION DES TRANSPORTS ET DE L'ENVIRONNEMENT

Partie 5

QUESTIONS ÉCRITES

*Les questions déjà inscrites paraissent
au Feuilleton du mercredi*

- 1) M. Bonnardel (Granby) – **6 juin 2014**
Au ministre de l'Éducation, du Loisir et du Sport :

À l'article 56 de la Loi sur l'instruction publique, il est prévu que « le conseil d'établissement choisit son président parmi les représentants des parents qui ne sont pas membres du personnel de la commission scolaire ».

Le ministre de l'Éducation, du Loisir et du Sport peut-il nous expliquer quels gestes son ministère ou lui-même poseraient dans un cas où tous les parents élus sur le conseil d'établissement seraient également des employés de la commission scolaire ?

Le ministre de l'Éducation, du Loisir et du Sport peut-il nous expliquer quelles sont les obligations du ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport lorsqu'une commission scolaire ne fait pas respecter soit la Loi sur l'instruction publique ou le régime pédagogique ?

2) M. Bonnardel (Granby) – **6 juin 2014**

Au ministre des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire :

Granby accuse un déficit majeur en matière de logements sociaux et se situe à la 20^e et dernière position en termes de nombre de logements sociaux par 1 000 habitants, comparativement aux autres villes de taille similaire. Plus de 370 personnes sont présentement sur la liste d'attente de l'Office municipal d'habitation (OMH) de Granby afin d'avoir accès à un logement social. Les organismes membres du Groupe actions logement-habitation (GAL-H) estiment que l'offre de logements sociaux à Granby devrait être au moins doublée (600 unités) afin de répondre à la demande.

Ce déficit de logements sociaux à Granby se traduit par une forte proportion de ménages qui consacrent plus de 30 % de leur revenu à leurs frais de loyer, atteignant même 44 % au centre-ville et 40 % dans le secteur du centre commercial Les Galeries de Granby. Les demandes d'hébergement d'urgence et d'aide alimentaire auprès des organismes granbyens ont connu un bond spectaculaire au cours des dernières années. Notamment, le Partage Notre-Dame a connu une augmentation de dîneurs de 78 % entre 2011 et 2012 et Moisson Granby (SOS dépannage) a noté une augmentation annuelle de 20 % au cours des cinq dernières années.

Qu'est-ce que le ministre prévoit faire en matière de développement de logements sociaux et est-ce qu'il entend répondre de manière prioritaire aux localités comme Granby qui ont proportionnellement moins de logements sociaux ?

Partie 6

PRÉAVIS

I. PRÉAVIS DÉJÀ PARUS

Projets de loi du gouvernement

Projets de loi publics au nom des députés

Projets de loi d'intérêt privé

a) 10 juin 2014

Loi concernant la Municipalité de Lac-Simon – *député de Papineau*.

II. NOUVEAUX PRÉAVIS

aa) Loi entérinant l'entente relative au fonctionnement de l'Assemblée nationale et des commissions parlementaires, aux fonctions parlementaires ainsi qu'aux aspects budgétaires pour la durée de la 41^e législature – *leader parlementaire du gouvernement, ministre responsable des Affaires intergouvernementales canadiennes et de la Francophonie canadienne et ministre responsable de l'Accès à l'information et de la Réforme des institutions démocratiques – leader parlementaire de l'opposition officielle – leader parlementaire du deuxième groupe d'opposition*.

bb) Loi favorisant la santé financière et la pérennité des régimes de retraite à prestations déterminées du secteur municipal – *ministre des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire*.